

Pour une politique de la famille : des faits, après les professions de foi

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - (1978)

Heft 456

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1027169>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Pour une politique de la famille : des faits, après les professions de foi

Il y a encore loin, assurément, des déclarations d'intention généreuses qui ont ponctué ces dernières campagnes de votation sur l'interruption de grossesse, il y a loin de ces professions de foi diverses et multiples, à l'élaboration d'une politique familiale digne de ce nom dans notre pays. Et pourtant: revenus en quelque sorte à zéro en fait de législation sur l'avortement, nous ne pouvons aujourd'hui nous soustraire à ce débat plus large que de tous côtés on a réclamé.

Choisir un point de départ? Souvenez-vous: en décembre de l'année passée, la socialiste valaisanne Gabrielle Nanchen déposait devant le Conseil national une initiative parlementaire demandant que des dispositions légales soient édictées en vue de la mise en oeuvre d'une "protection réelle de la famille"; et ce, en application de l'article 34 quinquies de la Constitution fédérale qui, depuis 1945, promet la création de l'assurance maternité ainsi que l'amélioration des systèmes cantonaux disparates d'allocations familiales, mais n'a toujours pas reçu de contenu concret.

Face à la réalité quotidienne

L'initiative Nanchen, bien que formulée en "termes généraux", mérite d'être rappelée ici avec précision: une rapide comparaison de ses objectifs et des options fondamentales qui la sous-tendent avec la réalité quotidienne helvétique permettra de se rendre mieux compte du chemin qu'il reste à parcourir!

G. Nanchen demandait donc que soient prises notamment les mesures suivantes:

"1. La création d'une assurance maternité obligatoire qui serait financée selon le modèle de l'AVS.

a) Cette assurance couvrirait les frais médicaux, paramédicaux, pharmaceutiques et hospitaliers occasionnés par la grossesse et l'accouchement.

b) Durant un congé de maternité de seize

semaines, dont dix après l'accouchement, elle garantirait le versement d'une indemnité journalière qui correspondrait, pour les travailleuses, au moins à 80 pour cent du salaire perdu, et pour les femmes n'exerçant pas d'activité lucrative, qui serait égale au montant de l'allocation pour perte de gain revenant aux personnes non actives qui effectuent un service militaire.

c) Une même indemnité serait également versée à l'un des parents salariés lorsque la présence de la mère ou du père serait requise auprès d'un enfant malade.

d) A l'échéance du congé de maternité ou lors de la prise en charge d'un enfant en bas âge en vue d'adoption, un congé parental pourrait être accordé au père ou à la mère lorsque chacun d'eux est salarié: ce congé pourrait s'étendre au plus sur une durée de neuf mois et donnerait droit à une indemnité correspondant en principe à 80 pour cent du salaire perdu.

2. La protection des femmes enceintes contre la résiliation du contrat de travail, la même protection étant accordée aux femmes et aux hommes dans les cas mentionnés sous lettres b,c et d, ainsi que le maintien dans les mêmes cas des droits acquis découlant du contrat de travail.

3. L'encouragement de la réinsertion professionnelle et du recyclage des femmes ayant interrompu leur activité lucrative pendant plusieurs années pour des raisons familiales.

4. L'institution d'un régime fédéral d'allocations familiales aux salariés prévoyant notamment une compensation intercantonale".

On note dès l'abord que de telles propositions, si elles couvrent de larges pans d'une politique de la famille telle que la propose la gauche helvétique depuis des années, impliquent une lar-

ge réflexion sur l'identité sociale des femmes, sur l'emploi au sens large, sur le rôle des parents (père et mère) dans l'éducation.

De nouvelles dépenses en perspective au moment où le financement de l'assurance maladie lui-même est mis en cause sous le prétexte de la récession, dira-t-on. Certes, mais n'est-il pas temps d'envisager une politique sociale réorientée sur la qualité de la vie, sur la valorisation de l'épanouissement de l'individu, sur la justice — en l'espèce, l'organisation d'une plus grande équivalence entre l'homme et la femme au sens où l'envisagent différentes conventions internationales et d'innombrables déclarations officielles... (notre point de départ: voir DP 440, "Politique sociale: dépenses ou investissements?")

Revenir à l'initiative déposée par G. Nanchen, c'est fixer au moins quelques points de repère concrets pour cette réflexion urgente. Pour ce faire, nous avons depuis quelques mois à notre disposition un instrument de travail remarquable, nécessaire pour tous ceux qui tendent de décrypter l'actualité en ces matières difficiles, l'étude conduite par Martine Keller et Elisabeth Guyot sous l'égide de l'Office de statistique de l'Etat de Vaud (adresse utile: rue Caroline 11 bis, 1003 Lausanne), "Femmes, fécondité... quels avenir?". Nous aurons l'occasion de reparler de cet ouvrage; pour l'instant, nous y puisons les précisions utiles à l'analyse des quatre points mis en évidence ci-dessus.

A la mère, la maternité. Aux parents, l'éducation

Assurance maternité, congé maternité, congé parental, protection efficace contre la résiliation du contrat de travail, réinsertion professionnelle des femmes mariées, législation fédérale sur les allocations familiales: mesurer l'importance exacte de ces propositions dans la vie quotidienne des Suissesses et des Suisses impose tout d'abord un constat — à vrai dire peu encourageant — des initiatives prises dans ces